

ACTION URGENTE

PUBLIC

Index AI : AMR 13/002/2007 – ÉFAI

5 février 2007

Action complémentaire sur l'AU 326/06 (AMR 13/008/2006, 4 décembre 2006)

Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

ARGENTINE

María Eva Arroyo (f)
María Luz Piérola (f), militante des droits humains
María Cristina Saborido (f)
Ses filles Martina (f) et Agustina (f)
ainsi que des dizaines d'autres personnes

Nouvelles personnes menacées :

le fils de María Cristina Saborido
et le petit ami de sa fille Martina

María Cristina Saborido et ses proches ont encore été menacés de mort. Leurs vies sont à nouveau en danger. Amnesty International n'a pas été informée de nouvelles menaces dirigées contre María Eva Arroyo ou María Luz Piérola.

Le 20 janvier, María Cristina Saborido et sa fille Agustina ont toutes deux reçu le même courrier électronique, qui disait : « *une tombe de plus, à toi de voir qui on met à l'intérieur, ton gendre ou ton fils, on l'a attrapé une fois et on va l'attraper pour la dernière fois, encore un disparu de merde, salope de gauchiste [sic].* » On pense que le terme « *gendre* » désignait le petit ami de la fille de María Cristina Saborido, Martina, qui a été attaqué à l'arme blanche en octobre. María Cristina Saborido a envoyé une copie de ce courriel au ministre de l'Intérieur, et a indiqué dans une lettre jointe que s'il lui arrivait quoi que ce soit, à elle ou à sa famille, elle le tiendrait pour responsable, de même que le président et le gouverneur de la province de Buenos Aires. Elle a également porté plainte auprès des juges des cours fédérales n°1 et n°2. Ces démarches auraient dû être suivies par des investigations sur les menaces de mort, mais à la connaissance d'Amnesty International, aucune enquête n'a été ouverte, et les autorités n'ont toujours pas mis en place de mesures de protection en faveur de María Cristina Saborido et de sa famille.

María Cristina Saborido a été détenue dans un centre de détention secret de la province de Buenos Aires appelé *el Pozo de Banfield* (le « *puits de Banfield* ») en juillet 1977. Ses filles et elle ont déjà été la cible de menaces et le petit ami de sa fille Martina a été agressé en octobre 2006. Pendant quelque temps, elles ont bénéficié d'une protection policière à leur domicile, qui leur a ensuite été retirée.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En novembre 2006, le gouvernement argentin a informé Amnesty International qu'un système destiné à protéger les témoins et les plaignants dans les procès de personnes poursuivies pour des violations des droits humains commises sous le régime militaire avait été créé, et qu'il serait placé sous la surveillance du Secrétariat national aux droits humains. Plusieurs procès ont été ouverts dans le pays depuis que la Loi du « point final » (1986) et la Loi sur le devoir d'obéissance (1987), qui exemptaient les forces de sécurité de poursuites, ont été annulées en juin 2005.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de l'inquiétude que vous inspirent les informations selon lesquelles María Cristina Saborido et sa famille ont de nouveau été menacées ;

- exhortez les autorités à appliquer les dispositions pertinentes du Plan national pour la protection des victimes et des témoins en vue de protéger María Cristina Saborido et sa famille, conformément aux souhaits de ces personnes ;
- appelez-les à condamner publiquement les menaces et agressions subies par María Cristina Saborido et les autres personnes nommées plus haut (merci de préciser leur identité) ;
- priez-les d'ouvrir immédiatement une enquête exhaustive sur ces menaces et agressions, et de traduire en justice les responsables présumés.

APPELS À :

Gouverneur de la province de Buenos Aires :

Gobernador de la Provincia de Buenos Aires

Sr. Felipe Solá, Casa de Gobierno, Calle 6 Entre 51/53, 1900 La Plata, Prov. Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 221 429 4189

Formule d'appel : Sr. Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,

Ministre de l'Intérieur :

Ministro del Interior

Sr. Aníbal Fernández

Ministerio del Interior, 25 de Mayo 101/145, 1002 Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 11 4345 3336

Formule d'appel : Sr. Ministro / Monsieur le Ministre,

Ministre des Affaires étrangères :

Ministro de Relaciones Exteriores

Sr Jorge Enrique Taiana

Ministerio Del Exterior, Esmeralda 1212, 1007 Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 11 4819 7324

Formule d'appel : Sr. Ministro / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Secrétariat aux droits humains :

Secretaría de Derechos Humanos

Ministerio de Justicia y Derechos Humanos

Sr. Secretario de Derechos Humanos

Dr. Eduardo Luis Duhalde

25 de Mayo 552 8°

Buenos Aires, Argentine

Fax : +54 11 4312 6590

Formule d'appel : Sr. Secretario / Monsieur le Secrétaire,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 19 MARS 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*